

Revue de presse du 15 au 30 novembre

Europe	2
Union européenne	2
Croatie	2
Espagne	3
France	4
Italie.....	5
Royaume-Uni	5
Afrique	6
Mauritanie	6
Niger.....	6
Sénégal	7

Europe

Union européenne

- Le Parisien, [Migrants : davantage d'arrivées dans l'UE par voie terrestre via les Balkans](#), le 17 novembre.
- Médiapart, [Hausse des arrivées de migrants dans l'UE par voie terrestre](#), selon Frontex, le 17 novembre.

Selon l'agence européenne Frontex, les arrivées d'exilé·e·s dans les pays de l'Union européenne ont globalement diminué de 21% par rapport à 2019. Ainsi, le nombre d'arrivées maritimes en Méditerranée occidentale et orientale a respectivement diminué de 37 et de 75% tandis que les arrivées terrestres ont elles augmenté. En effet, environ 3 500 personnes ont traversé la frontière européenne dans les Balkans en octobre¹.

- Socialnetlink, [L'UE finance l'état civil du Sénégal avec une technologie biométrique de 28 millions € pour identifier et faciliter les expulsions](#), le 23 novembre.

Le fonds fiduciaire pour l'Afrique (« Trust Fund for Africa ») de l'Union européenne finance entre autres la modernisation de l'état civil sénégalais à hauteur de 28 millions €. L'objectif est d'aider le pays à se doter d'un système d'identification biométrique (empreinte digitales, données faciales, caractéristiques physiques) afin de compléter les données existantes contenant les informations personnelles sur les citoyens (nom, âge, nationalité, etc.). C'est l'entreprise française Civipol qui doit réaliser ce projet. Celle-ci est principalement détenue par de grandes entreprises d'armement (Thales, Airbus DS, Safran) ainsi que par l'État français (40% des parts). Civipol a déjà réalisé plusieurs projets de ce type notamment au Mali et en Côte d'Ivoire en créant des bases de données d'empreintes digitales. L'ONG britannique Privacy International alerte sur le fait que la modernisation de l'état civil sénégalais viserait en réalité à « [...] identifier les citoyens sans papiers vivant en Europe et à organiser leur retour »². Ainsi, sous prétexte d'aider certains pays tiers à doter leurs ressortissant.e.s d'un état civil dit « infalsifiable », l'UE et ses États membres implantent et développent de nouvelles technologies visant au contrôle des mobilités.

Croatie

- Der Spiegel International, [Video documents Illegal Refugee Pushbacks in Croatia](#) [EN], le 18 novembre.

Une enquête a été menée par les journaux Der Spiegel (Allemagne) et Lighthouse Report (Pays-Bas) sur l'itinéraire d'un groupe de personnes violemment refoulé à la frontière entre la Croatie et la Bosnie en mars 2020. Les exilé·e·s affirment avoir été interpellé·e·s en Slovénie puis remis·es à la police croate qui les aurait ramené·e·s à la frontière bosnienne où des personnes portant « [...] des cagoules noires pour cacher leurs visages » les attendaient. Celles-ci les ont

¹ Voir le communiqué de presse de Frontex datant du 17 novembre, disponible [ici](#).

² Voir le rapport de Privacy International disponible [ici](#).

tabassées puis renvoyées de force en Bosnie. Une vidéo corroborant ces témoignages a été transmise à l'ONG No Name Kitchen qui a pu l'authentifier. Les accusations de violence à l'encontre des policiers aux frontières croates sont récurrentes mais le gouvernement nie la véracité des faits et toute implication de ses forces de sécurité. Pourtant, l'ancien ministre de l'Intérieur n'a pas hésité à affirmer qu'à cette frontière « *les refoulements sont systématiques* » et « [...] *qu'ils sont au moins tolérés par le gouvernement* ».

Espagne

- Le Monde, [Les Canaries, débordées par l'afflux de migrants : « ces citoyens dorment au milieu des rats »](#), le 16 novembre.
- Público, [ACNUR y la OIM ayudarán a Canarias a gestionar la crisis migratoria](#) [ES], le 16 novembre.
- Infomigrants, [Reportage : aux Canaries, face à l'afflux de migrants, « la situation devient ingérable » \(1/3\)](#), le 18 novembre.
- Infomigrants, [Reportage : les Canaries, une prison pour le migrants qui rêvent du continent européen \(2/3\)](#), le 19 novembre.
- Infomigrants, [Reportage : des centaines de familles à la recherche de leurs proches disparus sur la route des Canaries](#), le 20 novembre.
- El País, [El Gobierno despliega campamentos para la crisis migratoria en Canarias](#) [ES], le 20 novembre.
- El País, [La ministra de Exteriores cierra en Senegal un acuerdo para reactivar las repatriaciones](#) [ES], le 22 novembre.
- Infomigrants, [Canaries : l'Espagne renforce sa coopération avec le Maroc et le Sénégal](#), le 23 novembre.

Ces dernières années, avec le renforcement des contrôles aux frontières européennes et la politique d'externalisation de l'UE, les exilé·e·s sont forcé·e·s de modifier leurs trajectoires et d'emprunter des itinéraires de plus en plus longs et périlleux. Ainsi, depuis 2019³, la route migratoire de l'Afrique subsaharienne vers les Canaries a-t-elle été réactivée. En 2020, près de 17 000 personnes ont tenté la traversée de l'océan Atlantique vers l'archipel, et selon la Commission espagnole d'aide aux réfugiés (CEAR) au moins 400 personnes seraient décédées ce faisant depuis le début de l'année.

Afin d'identifier les exilé.e.s, un camp d'une capacité de 400 places a été construit durant l'été par la Croix-Rouge dans le port d'Arguineguin. A l'heure actuelle, près de 2 000 exilé·e·s y (sur)vivent, certain·e·s depuis plusieurs semaines. Des personnes dorment à même le sol et les infrastructures sanitaires sont insuffisantes. Une quarantaine d'exilé·e·s a été testée positive au coronavirus et la promiscuité du camp fait craindre une augmentation des contaminations.

Des représentant·e·s du Haut-commissariat pour les réfugiés des Nations Unies et de l'Organisation internationale pour les migrations se sont engagés à déployer du personnel pour aider à l'identification des personnes à partir de janvier 2021. Pour réduire le nombre de personnes à Arguineguin, l'armée espagnole a prévu de construire, sur l'île de Grande Canarie, un autre camp de 200 places⁴. De plus, le 20 novembre, le ministre espagnol de l'Inclusion, de la sécurité sociale et des migrations a annoncé un plan d'urgence visant à mettre à disposition

³ Voir l'article d'El País du 30 novembre 2019 disponible [ici](#).

⁴ Voir l'article d'Infomigrants datant du 13/11, disponible [ici](#).

7 000 places dans des casernes militaires. L'objectif est de vider le camp d'Arguineguin ainsi que les hôtels de l'archipel où 5 000 exilé·e·s sont actuellement hébergé·e·s.

Parallèlement, les autorités espagnoles négocient avec le Sénégal et le Maroc pour reprendre les expulsions de leurs ressortissant·e·s, prévues par accords bilatéraux⁵, et jusqu'alors suspendues en raison de l'épidémie de Coronavirus. Du fait de cette collaboration sécuritaire, deux navires et un hélicoptère espagnols patrouillent au large des côtes sénégalaises depuis 2006 pour repérer les candidat·e·s au départ. Ce déploiement de la Garde civile espagnole doit être prochainement renforcé par un avion et un navire supplémentaires.

- El País, [Interior aplicará las devoluciones en caliente por el aval del Constitucional](#) [ES], le 16 novembre.

En février 2020, la Cour européenne des droits de l'Homme (Cour-EDH) a rendu une décision favorable aux autorités espagnoles, en entérinant la pratique dite des « refoulements à chaud » (ou refoulements express) vers le Maroc, des personnes tentant de rejoindre les enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla. Alors même qu'une autre formation de la Cour avait condamné l'Espagne pour cette pratique illégale en 2017, sa Grande Chambre a décidé en 2020 que ce pays n'avait pas violé les droits des exilé·e·s qui avaient déjà franchi sa frontière en les renvoyant de façon expéditive et violente vers le Maroc. Par cette décision extrêmement grave, la Cour-EDH légitime le principe du refoulement généralisé⁶.

S'appuyant sur cet arrêt, la Cour constitutionnelle espagnole a donné son aval à cette pratique illégale désormais régularisée : l'Espagne pourra donc continuer à refouler les personnes exilées à ses frontières terrestres...

France

- Infomigrants, [Frontière franco-espagnole : les passages de migrants soumis à des contrôles accrus et systématiques](#), le 16 novembre.

Les contrôles à la frontière franco-espagnole sont renforcés et des militaires de l'opération Sentinelle ont été déployés : les effectifs destinés à la surveillance de la frontière terrestre ont été doublés. Les trains reliant les deux pays sont désormais systématiquement contrôlés, de nuit comme de jour. Selon la Police aux Frontières (PAF), 11 000 personnes ont été interpellées depuis janvier 2020. De nombreux·es exilé·e·s rejoindraient en effet la France après être arrivé·e·s en Espagne par voie maritime.

⁵ Accords entre l'Espagne et le Sénégal : [Convenio entre los Gobiernos del Reino de España y de la República de Senegal sobre cooperación en materia de lucha contra la delincuencia](#) (05/12/2006) ; [Acuerdo entre la República de Senegal y el Reino de España sobre cooperación en el ámbito de la prevención de la emigración de menores de edad senegaleses no acompañados, su protección, repatriación y reinserción](#) (18/07/2008).

⁶ « [Cour européenne des droits de l'Homme : l'Espagne et l'Union européenne \(UE\) pourront faire prévaloir la protection des frontières européennes sur le droit d'asile](#) », Migreurop, 21 février 2020

Italie

- Mer et Marine, [Migrants : 255 rescapés transbordés au large de la Sicile](#), le 18 novembre.

Le navire *Open Arms*, de l'ONG espagnole Proactiva Open Arms (POA) a transbordé 255 exilé·e·s, secouru·e·s durant les semaines précédentes à bord d'un navire privé au large de la Sicile⁷. Depuis le 12 avril 2020, l'État italien loue des ferries servant de lieux de rétention et d'isolement pour les exilé·e·s⁸. Cela représente un coût d'entretien plus élevé que celui des camps sur le territoire italien, ces derniers étant pourtant à moitié vides. Actuellement, cinq navires de sauvetages en mer sont immobilisés dans les ports italiens dont l'*Ocean Viking* (SOS Méditerranée) et les *Sea-Watch 3* et *4* (de l'ONG éponyme). Aujourd'hui, le navire de POA est le seul à réaliser encore des sauvetages en Méditerranée⁹. De nombreux·ses exilé·e·s tentent toujours la traversée vers l'Europe au péril de leur vie, les politiques sécuritaires européennes et la criminalisation des ONG de sauvetage en mer provoquant le décès de nombreuses personnes exerçant leur droit à la mobilité. Ainsi, selon Médecins sans frontières (MSF), au moins 700 personnes ont péri en Méditerranée depuis le début de l'année 2020.

- The New Humanitarian, [Europe's chain of migrant expulsion from Italy to Bosnia](#) [EN], le 17 novembre.

En Italie, l'Associazione per gli studi giuridici sull'immigrazione (Asgi) et d'autres ONG nationales de défense des droits accusent les autorités italiennes de procéder à des refoulements vers la Slovénie. La ville de Trieste, à 4 kilomètres de la frontière slovène est un lieu de passage important pour les exilé·e·s arrivant des Balkans. De nombreuses personnes y sont interpellées par la police italienne et plusieurs témoignages font état de renvois immédiats vers la Slovénie, sans « [...] *processus juridique complet à la frontière pour déterminer si quelqu'un a besoin d'une protection internationale* ». Les exilé·e·s sont ensuite remis·es à la police croate qui les renvoient en Bosnie. Les pratiques italiennes empêchent les exilé·e·s de bénéficier d'une protection juridique et les exposent à la violence des garde-frontières croates, dont font état de nombreux témoignages.

Royaume-Uni

- The Guardian, [UK and France sign deal to make Channel migrant crossing “unviable”](#), le 28 novembre.

Le devenir de la frontière franco-britannique se pose maintenant que le Royaume-Uni s'apprête à quitter l'Union européenne. Depuis le début de l'année, 8 000 exilé·e·s auraient tenté de rejoindre l'Angleterre depuis le Nord de la France. Les ministres de l'Intérieur français et britannique s'apprêtent à signer un accord visant à renforcer les dispositifs de sécurité et de

⁷ Voir l'article du Parisien datant du 14 novembre, disponible [ici](#).

⁸ Voir l'article du UrbanPost datant du 3 septembre disponible [ici](#).

⁹ Voir l'article d'Infomigrants datant du 21 septembre et le communiqué de Médecins sans frontières datant du 13 novembre, disponible [ici](#) et [ici](#).

contrôle à cette frontière¹⁰. Sur une portion de plage française longue de 150 km le nombre de policiers français devrait être doublé. De plus, le nombre de dispositifs technologiques tels que des caméras, des radars ou des drones devraient être prochainement augmenté. Un rapport collaboratif publié par l'Institute of race relations (Royaume-Uni) et le Groupe d'information et de soutien des immigrés (Gisti France) dénonce les dérives sécuritaires et mortifères des États britannique et français à leur frontière commune depuis le début des années 2000¹¹. Depuis le début de l'année au moins sept exilé·e·s ont trouvé la mort en tentant de rejoindre le Royaume-Uni¹².

Afrique

Mauritanie

- Infos plus Gabon, [Mauritanie : un avion espagnol pour lutter contre l'immigration irrégulière](#), le 17 novembre.

Un avion de l'armée de l'air espagnole va être déployé au-dessus de l'espace maritime mauritanien. L'appareil, équipé de caméras et de radars, doit repérer et signaler les navires quittant les côtes mauritaniennes pour que les garde-côtes locaux procèdent à leur interception. Des membres de l'armée de l'air mauritanienne seront intégrés aux patrouilles effectuées par l'avion espagnol. Sous couvert de lutter contre « la traite d'êtres humains », l'État espagnol soutient la Mauritanie pour le développement de ses capacités répressives destinées au blocage des migrant·e·s.

Niger

- Niameysoir, [Sécurité : Formation des fonctionnaires de police en service au sein de la Division des Investigations Spéciales de la Direction de la Surveillance du Territoire](#), le 24 novembre.

Dans le cadre du projet de création d'une Équipe conjointe d'Investigation France-Espagne-Niger (ECI-Niger)¹³, la formation des fonctionnaires de police de la Direction de la surveillance du territoire (DST) nigérienne se tient depuis le 23 novembre (et jusqu'au 28) dans la région de Dosso, au sud-est du pays. L'objectif avancé est le renforcement des capacités opérationnelles de la DST en termes d'« [...] *investigation sur la traite des personnes, le trafic illicite des migrants et la fraude documentaire* ». Cette formation vise avant tout à familiariser les garde-frontières nigériens avec les outils informatiques de contrôle, notamment « [...] *l'alimentation et la manipulation des bases de données numériques* ». Ce projet est financé par la Fondation internationale et ibéro-américaine pour l'administration et les politiques publiques (FIIAPP) à

¹⁰ Voir le communiqué du gouvernement britannique du 28 novembre disponible [ici](#).

¹¹ Le rapport « *Deadly crossings and the militarisation of Britain's borders* » est disponible [ici](#).

¹² Voir l'article publié par Le Monde datant du 27 octobre 2020 disponible [ici](#).

¹³ Voir ici : https://ec.europa.eu/trustfundforafrica/region/sahel-lake-chad/niger/creation-dune-equipe-conjointe-dinvestigation-eci-pour-la-lutte-contre_en.

hauteur de 11,5 millions d'euros¹⁴. Ce financement provient du Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE pour l'Afrique.

Sénégal

- Le Point Afrique, [Migrants : au Sénégal, un deuil numérique pour les disparus en mer](#), le 16 novembre.

Entre le 26 octobre et le 16 novembre plus de 400 ressortissant·e·s sénégalais·es ont trouvé la mort dans leur traversée vers l'Europe, et notamment vers l'archipel espagnol des Canaries. Selon l'OIM, le seul jour du 26 octobre, 140 exilé·e·s seraient décédé·e·s dans le naufrage de leur pirogue. Le gouvernement sénégalais conteste ces chiffres et parle « [...] *d'une dizaine de décès* ». Pour rendre hommage à l'ensemble des personnes disparues en mer et pour s'opposer au silence des autorités, une journée de deuil numérique s'est tenue au Sénégal le 13 novembre dernier, à laquelle de nombreuses personnes ont participé.

¹⁴ La FIIAPP avait déjà procédé à l'achat de 130 véhicules tout-terrains cédés aux autorités marocaines. Voir la revue de presse précédente, du 1^{er} au 15 novembre, disponible [ici](#).